

# **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SECONDAIRE À 12H SUR LE PARVIS DE LA CATHÉDRALE**

## **Face à la Réforme du lycée et du Bac, les enseignant.es et élèves gersois.es disent NON !**

Depuis cette rentrée, de plus en plus d'enseignant.es de lycée et d'élèves contestent les réformes que J-M Blanquer veut mettre en place :

### **Une réforme réfléchie ?? NON...**

Nous déplorons la mise en place de ces réformes dans une telle précipitation que les équipes n'ont ni le temps ni les moyens d'y réfléchir. Sans informations précises sur le contenu des futurs programmes et des « spécialités », il est impossible de se positionner. Dans le Gers, les calendriers pour cette mise en place divergent selon les établissements, mettant une pression intense sur les personnels et divisant les équipes, alors même que les directions ont peu ou pas d'informations.

### **Une réforme pour la réussite des élèves ?? NON...**

Le fait d'imposer aux élèves, dans l'urgence, dès la seconde, des choix d'options qui vont fortement déterminer leur avenir, pose également question. Le ministère leur laisse croire qu'ils auront la liberté d'associer les enseignements de spécialités qu'ils souhaitent. Dans la réalité, les contraintes d'organisation matérielle auront pour conséquence de limiter les parcours voire de proposer des parcours « type ». Dans le Gers, département rural, il est à craindre une centralisation des spécialités et des parcours sur Auch, au détriment des autres lycées. Les élèves ne seront plus égaux face au choix de leur avenir, liberté de choix déjà entravée par la mise en place de Parcoursup. Ils détermineront leur orientation avant tout selon leur lieu de résidence et non selon leurs aspirations.

De plus, cette réforme entraîne une importante diminution des heures de cours hebdomadaire pour les élèves : 1h30 par division au lycée général, bien plus en lycée professionnel. En CAP, c'est un massacre ! Les élèves passeront par exemple de 192,5h annuelles à 82,5h seulement en lettres-histoire.

Enfin, cette réforme acte la casse du baccalauréat comme diplôme national. La mise en place de 40% des épreuves en contrôle continu, les évaluations réparties sur les classes de 1ère et de terminale seront locales et corrigées par des enseignants du lycée où étudie l'élève. C'est donc la réputation de l'établissement qui fera la valeur du diplôme, creusant les inégalités. Dans le Gers, un élève aura-t-il un « sous-bac » s'il vient du Garros et un « bac prestigieux » s'il vient de l'Oratoire ? Cela risque aussi de renforcer l'enseignement privé.

### **Une réforme pour améliorer les conditions d'éducation ?? NON...**

Cette réforme met en concurrence les établissements, qui devront faire en sorte d'être « attractifs », en proposant options rares et nombre maximal de spécialités. L'éducation devient un produit à vendre et les enseignants devront se « diversifier », en intervenant dans des enseignements ne correspondant pas à leur formation initiale (spécialité « enseignements numériques » par exemple). Dans le Gers, où la sectorisation n'existe pas pour les lycées, la concurrence risque d'être exacerbée.

Au lycée professionnel comme au lycée général, les réformes s'accompagnent d'une restriction budgétaire drastique qui va se matérialiser par une suppression massive de postes. La suppression de 2400 postes au niveau national en 2019, alors même que le nombre d'élèves augmente, est le signe que nous n'avons sûrement pas la même définition d'ambition que le ministre... Dans le Gers, les postes supprimés seront nombreux et le recours aux contractuels et aux TZR va accroître la précarité de tous les personnels.

**Par conséquent, nous, enseignant.es et élèves gersois.es, refusons de participer à la mise en place des réformes actuelles dont le but n'est pas la réussite des élèves et la qualité de leur éducation mais un moyen de supprimer des postes et de former une élite au détriment de la majorité. Pour partager les expériences de tous les établissements et réfléchir à des stratégies et mobilisations communes à l'échelle du Gers, nous proposons de nous réunir en**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE le 9 octobre 2018 vers midi, en fin de  
manifestation, sur le Parvis de la Cathédrale.**